prendre la pensée païenne et la pensée chrétienne sur cette grave question, de déterminer le mieux possible la nature véritable de ce glorieux privilège de l'homme et de le venger contre les attaques du positivisme contemporain. Il ne nous reste plus qu'à examiner les conséquences multipliées que le libre arbitre entraîne à sa suite, et ainsi se complétera une longue étude qui nous aura fourni l'occasion de traiter plusieurs points importants de la philosophie du droit.

Comme le remarque un célèbre psychologue de nos jours, M. J. L. Fonsegrive, un libre arbitre ne peut exister sans amener des conséquences de toutes sortes dans la spéculation et dans la pratique. Si le libre arbitre existe, ni les êtres, ni le monde dans son ensemble ne doivent avoir la même constitution essentielle et métaphysique, ni la science ne doit être comprise de la même façon, ni la morale individuelle, ni le droit social ne doivent avoir le même sens et la même portée. Nous ne nous occuperons ici que des conséquences morales et sociales.

La première conséquence du libre arbitre est la *responsabilité* par suite de laquelle l'agent se trouve lié à l'acte délibéré dont il est l'auteur, et qui doit conséquemment lui être imputé, avec sa bonté ou sa malice morale. La raison et la conscience prouvent avec une pleine évidence la vérité de ce corollaire le plus prochain de la liberté humaine.

Mais à-t-on l'homme est-il responsable de ses actes? Il l'est d'abord, comme créature intelligente, à son Créateur qui lui demandera compte un jour du pouvoir et des moyens mis à sa disposition pour l'aider à remplir sa destinée et à accomplir la loi de son existence. En effet, libre *physiquement*, c'est-à-dire par la nature de ses facultés, de respecter ou de troubler l'ordre établi par Dieu, l'homme ne l'est pas *moralement*. Il est donc comptable à son souverain Maître et Seigneur du pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut se conformer ou s'opposer à ses suprêmes volontés, se porter vers le bien ou vers le mal, accepter la vérité ou la repousser, travailler avec elle ou contre elle, et incliner ou si vers sa propre fin ou s'en éloigner et la perdre peut-être à jamais. C'est pourquoi l'homme ne descend pas seule dans la tombe, ses œuvres l'y suivent et l'accompagnent jusqu'au tribunal de Dieu où il est jugé par elles, jugement final qui n'est que l'application dernière de la responsabilité, et, par suite, la conséquence suprême du libre arbitre.

En second lieu, l'homme est responsable de ses actes extérieurs à la société dont il est le membre et dont il doit respecter l'ordre, observer les lois, promouvoir les intérêts dans la mesure de ses forces et suivant la position qu'il y occupe. L'autorité ayant pour but de procurer le bien général de ses membres, a nécessairement des droits et des devoirs à l'égard de la liberté humaine cette force puissante pour le mal comme pour le bien, cette source féconde de prospérités ou de désastres sociaux. Chargée de veiller à la conservation et à la défense des intérêts de la nation, elle peut et elle doit, pour obtenir cette fin, diriger et restreindre la liberté individuelle par des lois, lois administratives, lois civiles et politiques, lois pénales, lois militaires, etc.; de